



le 29 février 2020

Un an après le déclenchement du « Hirak », plus que jamais à l'ordre du jour :

IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES, PARTIS ET SYNDICATS QU'ILS ROMPENT TOUT DIALOGUE AVEC LE RÉGIME !

IMPOSER LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES PARTIS ET SYNDICATS SUR L'ORIENTATION :

A BAS LE RÉGIME ! DEHORS TEBBOUNE !

SATISFACTION IMMÉDIATE DES REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES ET OUVRIÈRES !

ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE !

Un an après le déclenchement de la mobilisation historique de février 2019 pour en finir avec le régime, force est de constater que ce dernier n'est pas à ce stade parvenu à se rétablir, et ce malgré les innombrables tentatives de replâtrage qui se sont succédé tout au long de l'année, à l'initiative des forces directement liés aux régime mais aussi de ceux qui prétendent le combattre tout en n'ayant cessé de tenter d'établir un pont avec ce dernier, comme nous avons pu le démontrer dans nos précédentes déclarations de *Maghreb socialiste*.

La cooptation par l'armée et l'impérialisme dans son ensemble d'Adelmadjid Tebboune, comme président de la république, n'a rien réglé. Les masses restent mobilisées, et les manifestations commémorant le premier anniversaire du soulèvement montrent à quel point les jeunes et la classe ouvrière sont déterminés à en découdre. Il suffit pour cela de voir avec quelle énergie les manifestants ont tenté de se rendre au palais de la présidence pour le premier anniversaire du hirak, malgré les tentatives de la police de les faire refluer, aux cris de « *Nous sommes venus vous dégager !* » et « *le peuple veut faire chuter le régime* », « *nous ne sommes pas là pour faire la fête* » (par allusion à la décision de Tebboune de faire du 22 février une journée commémorative du hirak).

Pas d'état de grâce : la réalité, c'est qu'il n'a pas fallu plus de quelques semaines pour que les masses absorbent le revers subi à travers l'opération du 12 décembre et ne repartent au combat. La lutte des classes, de ce point de vue, ne connaît aucune trêve. Et ce d'autant plus que l'aggravation de la crise économique à l'échelle internationale a d'ores et déjà des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des masses algériennes et va nécessairement conduire le régime à accélérer le rythme des réformes visant à pulvériser les acquis des travailleurs (code du travail, retraite, réforme de la santé et de l'éducation, de la sécurité sociale, etc.).

UNE ÉCONOMIE AUX ABOIS

Selon les chiffres officiels, le taux d'inflation annuel en Algérie a atteint 1,9% en janvier 2020. C'est du moins les chiffres rapportés par l'ONS (Office national des statistiques), dont tout le monde sait que leur fiabilité est pour le moins questionnée !

La réalité est qu'il y a évidemment un écart considérable entre la hausse des prix des produits de première nécessité (comme celle des fruits et légumes, qui flirte avec les 6 %), et celle des produits manufacturés, dont la faiblesse de la hausse de l'inflation ne fait que traduire le marasme économique que connaît l'Algérie, en relation avec la faiblesse des revenus des travailleurs qui sont contraints d'établir des priorités.

Mais il y a un indicateur qui est bien plus révélateur de la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'économie du pays : c'est le déficit de la balance commerciale.

Ce dernier continue de se creuser de façon inéluctable. Selon les statistiques rendues publiques par la direction générale des Douanes (DGD), il s'est établi, en 2019, à 6,11 milliards de dollars, contre un déficit de 4,53 milliards de dollars en 2018, soit une hausse annuelle de 34,81%.

Selon la DGD, les exportations algériennes ont atteint 35,82 milliards de dollars en 2019, contre 41,79 de dollars en 2018, enregistrant une baisse de 14,29%.

Et si la facture des importations a sensiblement baissé (9,49 % selon l'ONS), ce n'est qu'au prix d'une politique de restriction des importations qui touche tout particulièrement les produits de première nécessité, à telle enseigne qu'on assiste aujourd'hui par exemple à une véritable contrebande concernant les médicaments.

Les exportations quant à elles ont couvert les importations à hauteur de 85,43%, contre 90,22% en 2018. « *Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations algériennes l'année dernière, soit 92,80% du volume global des exportations, en s'établissant ainsi à 33,24 mds usd, contre 38,87 mds usd, en 2018, enregistrant un recul de 14,48%* », note encore la direction générale des Douanes.

Est il nécessaire de rappeler que l'économie nationale est directement liée à sa dépendance aux hydrocarbures, dont les prix ont connu une chute vertigineuse, en lien avec la récession qui s'annonçait à l'échelle internationale avant même que ne se déclenche l'épidémie du coronavirus ?

En une semaine, du fait de la crise mondiale qui se développe, le baril de pétrole est descendu à 49 dollars, accusant une chute de plus de 14 %. Il y a de fortes chances que cette situation aille de mal en pis, compte tenu de la crise internationale qui couve (au moment où cette déclaration est rédigée, les cours des bourses à l'échelle internationale accusent une chute de 12 %, un véritable krach boursier d'une intensité équivalente au Tsunami de 2008).

Cette situation augure, en tout cas, de lendemains sombres pour l'économie algérienne.

Quand bien même l'économie algérienne a toujours été une économie de bazar du fait de la dépendance de la bourgeoisie compradore à l'impérialisme, il n'en demeurerait pas moins que certains secteurs parvenaient jusqu'alors à surnager, du fait notamment des commandes publiques.

Mais aujourd'hui, l'économie est à l'arrêt, et il n'est nul besoin de faire de longs développements pour en donner les raisons. Tout tient au fait que la baisse des recettes liées aux hydrocarbures conduit inexorablement au précipice.

Est-il besoin de faire l'inventaire des entreprises au bord de la faillite, dans le secteur du bâtiment, dans la téléphonie - comme chez Condor, qui envisage la suppression de milliers de postes supplémentaires -, dans l'électroménager - comme chez l'Eniem, ancien fleuron de l'industrie publique en Algérie, qui n'a pas fini d'agoniser sous les coups de boutoir de ses dirigeants corrompus mais aussi ceux du régime lui-même, qui ne s'accommode pas de la combativité des travailleurs de cette entreprise, depuis le début du « hirak » ?

Est-il besoin de faire état des innombrables chantiers qui sont d'ores et déjà à l'arrêt, et pour certains purement et simplement abandonnés ? Est-il besoin de faire l'inventaire des innombrables faillites d'entreprises sous-traitantes, dans le bâtiment notamment, avec leurs cortèges de suppression de postes et de non paiement de salaire ? Rien que dans le bâtiment, ce sont 250 000 postes qui ont été supprimés en un an, et la purge n'est pas terminée.

La crise mondiale du secteur automobile frappe de plein fouet l'usine algérienne de Renault. Le journal en ligne TSA annonce que Renault Algérie production va mettre au chômage technique près de 1200 salariés de son usine d'Oued Tlelat (près d'Oran) à partir du 1^{er} mars, faute de kits CKD/SKD pour l'assemblage de ses véhicules.

Face à cette crise, pour combler les déficits, l'État continue de puiser dans les réserves de change, dont le volume a aussi fondu (moins de 60 milliards de dollars en décembre 2019). Une recette qui a aujourd'hui largement atteint ses limites, sachant que les statistiques des nombreuses officines programmaient un tarissement des réserves de change dans les deux ou trois ans, et ce avant le déclenchement de la crise économique actuelle.

Endettement extérieur, recours à la planche à billets, aucune solution n'est écartée, mais ce qui est dans tous les cas à l'ordre du jour pour le régime, c'est de mener une attaque frontale contre le prolétariat et la jeunesse à travers un train de réformes qui a été préparé depuis très longtemps mais qui n'a pu être mis en œuvre face la résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse, en particulier depuis le déclenchement de la mobilisation du 22 février 2019.

L'élection de Tebboune avait pour objectif d'en finir avec le hirak, considéré par le régime comme une simple parenthèse à refermer.

Or loin de s'éteindre, le mouvement historique de la classe ouvrière et de la jeunesse a repris de la vigueur, quelques semaines à peine après le revers subi à travers l'élection de Tebboune.

FRAPPÉE DE PLEIN FOUET PAR LA DÉTÉRIORATION DE SES CONDITIONS MATÉRIELLES D'EXISTENCE, LA CLASSE OUVRIÈRE SE MOBILISE...

Incontestablement, la mobilisation a été d'une intensité remarquable pour l'anniversaire du soulèvement. Une mobilisation marquée par le maintien des mots d'ordre de l'exigence du départ du régime, de la souveraineté du peuple, d'une dénonciation sans ambiguïté du régime militaro-policié et de sa façade civile, incarnée par Tebboune et sa bande. Une mobilisation qui n'a eu de cesse de mettre au centre la question des libertés démocratiques, comme la liberté de manifester, la liberté de la presse, de constituer ses syndicats et partis, mais aussi le combat pour la libération des prisonniers politiques retenus arbitrairement dans les geôles du régime.

Mais au-delà, des mobilisations hebdomadaires des travailleurs et des étudiants, il y a aussi un développement significatif de la lutte pour la défense des conditions élémentaires d'existence du prolétariat. Ainsi en est-il des manifestations et rassemblements quotidiens aux quatre coins du pays pour exiger le branchement du gaz ou de l'électricité, l'attribution de logements... mais aussi pour le règlement des impayés en matière de salaire, comme c'est le cas dans le groupe de travaux public de Haddad.

Cette mobilisation du prolétariat sur un terrain de classe s'est récemment illustrée à travers les mobilisations récentes qui se sont déroulées dans le secteur du primaire de l'éducation nationale, mais aussi au sein des personnels navigant commerciaux d'Air Algérie. Ces deux grèves notamment méritent qu'il y soit portée attention car elles illustrent chacune à leur façon les difficultés auxquelles le prolétariat est confronté.

...SANS PARVENIR À SURMONTER LES OBSTACLES AUXQUELS ELLE EST CONFRONTÉE

La grève des enseignants du primaire

Dans l'éducation nationale, la situation a été marquée par la grève des enseignants du primaire depuis plusieurs mois. Une marche nationale a été convoquée le 17 février 2020 à l'appel de la coordination nationale des enseignants du primaire. Elle a été violemment réprimée par la police qui semble avoir eu des instructions fermes de la part du pouvoir. 300 enseignants du primaire étaient regroupés tôt le matin à la place des Martyrs, à Alger, avant d'entamer la marche vers le Palais du Gouvernement, rue Docteur Saâdane. Ils ont immédiatement eu à faire face aux forces de police.

Les enseignants sont confrontés à la politique de trahison ouverte des dirigeants syndicaux qui, tels ceux de l'UNPEF qui revendiquent « *la mise en place d'un statut particulier pour le secteur de l'éducation de sorte à ce qu'il soit indépendant de la Fonction publique* » [sic] dans le cadre de la révision du système éducatif et de privatisation programmée par Tebboune. Mais il faut le dire, ils sont bien aidés par ceux qui, au sein de la « Coordination nationale des enseignants du primaire », développent l'idée que les instituteurs n'ont pas besoin de syndicats, ce qui revient en réalité à laisser les mains libres aux responsables syndicaux pour trahir et collaborer avec Tebboune tout à leur aise. À l'inverse, ce dont ont besoin les instituteurs, c'est de la constitution d'un véritable comité de grève, d'imposer aux dirigeants syndicaux d'y prendre place et les obliger à se soumettre aux exigences des grévistes et de reprendre à leur compte les revendications.

La grève des personnels navigants Air Algérie

Le 17 février, les travailleurs personnels navigants commerciaux d'Air Algérie ont débrayé et se sont mis en grève avec, au centre de leurs revendications, la questions des salaires, des conditions de travail. Mouvement spontané au départ, il a touché 1100 salariés qui ont débrayé sans déposer de préavis de grève. Immédiatement, dès le lendemain, la direction d'Air Algérie (autant dire le gouvernement Tebboune) a fait appel à la justice pour faire déclarer la grève illégale, et a organisé une répression de masse contre les personnels : 80 salariés au départ, 200 au final, dont 7 représentants syndicaux, ont été suspendus. Alors même que le combat aurait dû être mené en direction des autres syndicats de personnel d'Air Algérie, *Le Soir d'Algérie* rapporte les propos d'un syndicaliste :

« *Nous avons appelé les employés à la reprise du travail suite au communiqué du ministère de tutelle* » [...]. « *Nous avons déploré la hogra, et c'est la raison pour laquelle nous avons sollicité le dialogue avec les décideurs* ».

Farid Boucetta, membre des grévistes et président du Syndicat national du personnel navigant commercial algérien (SNPNCA), a indiqué à la presse que le mouvement de contestation n'était en aucun cas une grève mais un « *débrayage de quelques minutes* », « *profitant des mauvaises conditions atmosphériques marquées par le brouillard, survenues dans la matinée au niveau de l'aéroport Houari-Boumediène* », a-t-il ajouté.

Alors que de toute évidence, le gouvernement veut faire de cet affrontement un exemple à l'usage des autres secteurs du prolétariat qui cherchent les voies de l'affrontement avec le pouvoir, comme on peut le voir, pour ce responsable syndical, il ne s'agissait en aucun cas de poursuivre la grève pour exiger la levée des sanctions. Au contraire, sous couvert de contester la décision du juge qui déclarait la grève illégale, le « *syndicaliste* » va jusqu'expliquer, avec un cynisme rare, que le débrayage n'était pas un mouvement de grève, légitimant par la même le fait que la justice aux ordres puisse trancher en matière de droit de grève !

En définitive, ces deux mouvements nous montrent que malgré la volonté de combattre de pans entiers du prolétariat, la classe ouvrière et la jeunesse algériennes sont confrontées à un obstacle majeur : la collusion, avec le régime, des dirigeants qui prétendent les défendre. Et ce qui vaut dans le cadre de la lutte pour les revendications ouvrières, vaut de manière générale pour l'ensemble du combat politique pour en finir avec le régime militaro-policié.

Ce qui manque au prolétariat, c'est une représentation authentique, un parti ouvrier à même de porter ses revendications, d'imposer la réalisation du front unique des organisations ouvrières, d'ouvrir une véritable perspective en matière de prise du pouvoir.

ENTRE INVITE AU DIALOGUE ET RÉPRESSION, LE POUVOIR ENTEND POURSUIVRE SON OFFENSIVE

Depuis son élection, Tebboune combine l'invitation au dialogue lancé aux dirigeants syndicaux notamment, et la répression qui se poursuit contre les militants du hirak. Les militants qui ont été libérés restent le plus souvent sous le coup d'une condamnation ou ont déjà purgé leur peine, parfois, les deux en même temps.

Mais ce dont le régime est particulièrement conscient, c'est de la nécessité absolue d'empêcher la classe ouvrière et la jeunesse de combattre sur leur propre terrain. La violence de la répression qui s'est déchaînée contre les grévistes d'Air Algérie ou les enseignants du primaire en témoigne, de même que les propos tenus par Tebboune dans une interview accordées à la presse. Il a affirmé que « *la succession de grèves dans des secteurs importants à un timing précis n'est ni un phénomène sain, ni une pratique syndicale* ». « *Il s'agit là, de "politique politicienne" et non de la politique au sens noble du terme* », a-t-il ajouté ; exprimant le souhait de voir « *ces gens revenir au bon sens et à la raison* ».

Parlant des grèves qui « *ternissent l'image du pays, nuisent aux citoyens et entravent leurs affaires* », en référence à la grève du personnel navigant d'Air Algérie, il critiqué « *ceux qui déclenchent des grèves par SMS une demie heure à l'avance* », rappelant que la loi exige un préavis et la précision des motifs afin de favoriser l'ouverture de négociations pour trouver des solutions.

Dans le même temps, le régime est conscient qu'il a besoin de la collaboration sans faille des dirigeants des organisations d'origine ouvrière, en particulier des dirigeants des syndicats, pour mettre en œuvre les réformes. Et la présentation du plan d'action par le premier ministre en dit long sur l'ampleur des attaques qui sont prévues.

Sans rentrer dans le détail, ce plan d'action est une véritable déclaration de guerre au prolétariat ; tous les secteurs sont concernés : réforme de la santé, qui se traduit par une privatisation rampante du secteur et des hôpitaux, réforme des retraites, réforme de l'éducation, qui sous couvert de refonte des programmes et d'« allègement » des cartables, se traduira inévitablement par la suppression de postes et de certaines matières, remise en cause des quelques garanties rattachées au statut de la fonction publique, remise en cause des subventions aux produits de première nécessité, etc.

La violence des attaques prévues nécessite d'y associer les dirigeants syndicaux, et c'est le sens du calendrier de rencontres bilatérales qui a été mis en place par le ministre de l'éducation. Profitant du désarroi relatif qui a suivi l'élection de Tebboune, les dirigeants syndicaux de l'éducation ont décidé de se rendre aux convocations du ministre, en trahissant de fait l'aspiration des masses qui ne veulent aucun dialogue avec le régime.

UNE PRIORITÉ POUR EN FINIR AVEC LE SYSTÈME :

- **IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES, PARTIS ET SYNDICATS, QU'ILS ROMPENT TOUT DIALOGUE AVEC TEBBOUNE ET SON GOUVERNEMENT !**
- **QU'ILS ORGANISENT LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES, PARTIS ET SYNDICATS, POUR EN FINIR AVEC LE RÉGIME**

La puissance objective de la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse n'est pas parvenue à cette étape à desserrer l'étouffement et à faire sauter les verrous qui empêchent d'atteindre l'objectif de la chute du régime. Les raisons tiennent au fait que les dirigeants organisations d'origine ouvrière, partis et syndicats, participent, chacun à sa manière, à l'entreprise de restauration du système.

Les dirigeants des organisations syndicales (CSA, UGTA) le font à travers la participation au dialogue social dans le cadre des invitations lancées par le gouvernement.

Quant aux partis qui se réclament des travailleurs (PT, PST...), ils sont partie prenante d'une coalition avec des organisations bourgeoises (FFS RCD,...) sur la ligne d'une transition démocratique et d'un « processus constituant », opposé à l'aspiration légitime du prolétariat algérien à l'exercice de sa souveraineté à travers l'élection d'une assemblée nationale souveraine, élue sous leur contrôle.

Inversement, en finir avec le régime suppose d'imposer aux dirigeants des organisations ouvrières, des dirigeants des syndicats en particulier, qu'ils rompent immédiatement tout dialogue. Ce qui s'exprime spontanément dans les mobilisations doit trouver une expression consciente dans un combat organisé sur la ligne :

À BAS LE RÉGIME ! DEHORS TEBBOUNE !

**RUPTURE DE TOUT DIALOGUE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX AVEC LE RÉGIME !
LIBÉRATION DE TOUS LES DÉTENUS POLITIQUES**

SATISFACTION IMMÉDIATE DES REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES ET -OUVRIÈRES !

ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE !

Au demeurant, ce dont souffre cruellement le prolétariat en Algérie, c'est de l'absence d'une représentation qui lui soit propre, d'un parti ouvrier faisant de la classe ouvrière en soi, une classe pour soi, revendiquant le pouvoir et luttant à la tête de la population laborieuse pour le prendre.

Mener le combat pour le parti ouvrier nécessite que la classe ouvrière et la jeunesse algérienne se dotent d'une avant-garde révolutionnaire organisée sur cet axe. Une avant-garde révolutionnaire relierait le combat pour l'assemblée nationale souveraine à la perspective de l'établissement d'un véritable gouvernement ouvrier en Algérie dans l'objectif des Etats Unis socialistes du Maghreb.

Cet objectif ne peut être atteint sans défendre immédiatement un corps de revendications et mots d'ordre démocratiques et transitoires, notamment :

- *Liberté totale d'expression, de presse, d'organisation, liberté totale de constituer des syndicats, droit de grève*
- *Egalité totale entre les sexes, abrogation du code de la famille*
- *Face à l'inflation, échelle mobile des salaires*
- *Face au chômage, échelle mobile des heures de travail, partage du travail entre tous les bras disponibles, sans diminution de salaire*
- *Face au pillage des différentes franges de l'oligarchie, et face aux faillites organisées des entreprises, ouverture des livres de compte, nationalisation ou renationalisation immédiate des entreprises et des grands moyens de production sans indemnité ni rachat.*

C'est le combat qu'ont commencé à engager les militants de *Maghreb socialiste*. Pour mener ce combat avec nous, prenez contact :
maghrebsocialiste@free.fr
adresse site :
maghrebsocialiste.free.fr

Le 29 février 2020